

« Des ingérences étrangères à craindre pendant la campagne »

Gérald Bronner, président de la commission sur le complotisme, participera à une conférence consacrée aux thèmes de l'information et des *fake news*, ce dimanche matin à Saint-Raphaël.

Évaluer la qualité et la pertinence d'une information, discerner le vrai du faux, éviter les tentatives d'ingérences... Voici quelques-unes des questions dont débattront l'économiste Olivier Babeau, le philosophe Pierre-Henri Tavoillot et le sociologue Gérald Bronner, ce dimanche à partir de 10 h 20 au Palais des congrès de Saint-Raphaël, dans le cadre des Rencontres de l'avenir.

À l'automne, Gérald Bronner s'est vu confier la présidence de la commission sur le complotisme et la désinformation par Emmanuel Macron.

Pour *Var-matin*, le spécialiste des croyances collectives évoque les mécanismes qui rendent les théories du complot si attractives pour une partie de la population. Il exprime également ses inquiétudes quant aux possibles ingérences extérieures qui pourraient menacer la campagne de la présidentielle en France.

Quels aspects de la désinformation aborderez-vous lors de votre intervention ?

Très tôt, je me suis intéressé aux perturbations de la vie démocratique par les flux numériques. On a longtemps cru qu'internet allait permettre à tous d'accéder à la connaissance et à la prise de parole. C'est vrai, d'une certaine façon. Mais ce n'est pas exactement ce qui s'est produit. L'objet de mon intervention sera d'expliquer pourquoi toutes les promesses d'internet n'ont pas été tout à fait tenues et surtout ce qui risque de se passer dans les prochaines années.

Qui se fait le plus facilement avoir par les fake news ?

Statistiquement, ce sont avant tout les personnes les plus âgées. Elles partagent de quatre à huit fois plus de fausses informations que les plus jeunes. Cela est dû à leur culture numérique qui est plus faible. Ces personnes distinguent moins facilement les sources d'information sérieuses de celles qui relèvent tout simplement de blagues, comme le Gorafi, par exemple. Elles n'intègrent pas toujours l'ironie des messages. Cela dépend aussi de la crédulité de chacun. Les théories conspirationnistes sont plus partagées par les gens qui ont un niveau d'étude modeste.

« Les personnes âgées partagent de quatre à huit fois plus de fausses informations que les plus jeunes... »



Gérald Bronner préside la commission sur le complotisme et les *fake news*. (Photo DR)

Enfin, les convictions politiques jouent un rôle. Les personnes d'extrême droite, et dans une moindre mesure celles d'extrême gauche, sont plus exposées.

Quel est le mécanisme qui permet à une fausse information de convaincre ?

Nos convictions nous donnent envie de croire à quelque chose. Les fausses informations, comme celles qui relèvent de l'anti-vaccination, jouent beaucoup sur ce que j'appelle la démagogie cognitive. Elles font des propositions intellectuelles qui vont dans le sens de nos attentes intuitives. Quand Donald Trump dit « il fait très froid en ce moment aux États-Unis, donc je ne crois pas au réchauffement climatique », il s'agit d'un résonnement bidon mais qui peut parler à une partie de la population. Dans ces cas de figure, le vraisemblable l'emporte sur le vrai.

Et pour les théories

du complot ?

Le sentiment de dépossession joue un rôle important. La mondialisation a donné à beaucoup, à juste titre sans doute, l'impression qu'ils maîtrisaient moins leur environnement. Ils ont l'impression que les décisions politiques sont opaques. En outre, notre univers technologique nous échappe. On peut faire de plus en plus de choses, mais la part de ce que l'on comprend est de plus en plus faible. Les thèses conspirationnistes donnent l'impression de comprendre le monde qui nous entoure. Elles donnent le sentiment de mieux maîtriser le monde, puisqu'elles fournissent des réponses simples à des questions complexes. Et en général, les réponses simples consistent à accuser un groupe constitué d'être mal intentionné et de produire des méfaits, comme la pandémie ou je ne sais quel attentat. Les groupes constitués qui sont le plus souvent accusés sont toujours un peu les mêmes : les élites, les francs-maçons, les juifs...

Notre esprit critique s'est-il affaibli ?

Je ne pense pas. Notre cerveau n'a pas changé. Ce qui a changé,

ce sont les conditions de notre environnement informationnel. Elles favorisent la baisse de la vigilance. Au cours des deux dernières années, nous avons produit 90 % des informations disponibles sur la terre. Le phénomène est absolument gigantesque. On pourrait croire que plus la

grande, plus on devient sage. Mais ce n'est pas ce qui se produit. Paradoxalement, plus il y a d'informations disponibles, plus on s'abandonne au biais de confirmation et plus il y a de chances qu'on aille rechercher une information qui va dans le sens de nos croyances initiales.

En politique, la fake news est devenue, pour certains, un instrument voire une stratégie...

Cela n'est pas nouveau. Le mensonge, la propagande et la manipulation ont toujours été des armes en politique. Ce qui est tout à fait nouveau, c'est qu'auparavant, on croyait quand même que les démocraties seraient relativement épargnées. Or, on voit des candidats qui mentent éhontément et qui ne se démontent pas quand on les contredit. C'est comme cela qu'on se retrouve avec un Éric Zemmour qui, malgré le fait que tous les historiens le contredisent, se contente de répondre « Ben voyons, ben voyons... ».

Dans quelle mesure faut-il s'inquiéter de l'essor des thèses conspirationnistes ?

La grande menace qui pèse dans nos démocraties aujourd'hui, c'est qu'on vit dans la même société mais plus tout à fait dans le même monde. Nous sommes entourés d'alter-citoyens qui vivent dans une autre réalité. Ils ont fait une sécession mentale. Il y a des gens qui croient que la terre est plate ou que la Covid-19 n'existe pas. Il y a beau avoir plusieurs millions de morts dans le monde, pour eux, c'est une invention et les soignants qui témoignent sont des vendus ou des acteurs.

Peut-on dire que le 11 septembre 2001 a été le moment de basculement ?

Cela a montré le premier surgissement des théories

complotistes dans le monde numérique. Il a fallu 26 jours pour que surgisse la première théorie du complot. Depuis, il y a eu une accélération. Après

« Les thèses conspirationnistes donnent l'impression de comprendre le monde qui nous entoure. »

l'attentat contre Charlie Hebdo, il n'a fallu qu'une heure pour voir apparaître les premières thèses complotistes. Pour moi, le basculement

a été l'émergence du web 2.0 et des réseaux sociaux.

Doit-on craindre que des ingérences étrangères viennent perturber l'élection présidentielle, en France ?

Oui, bien sûr. En 2017, il y avait déjà eu des tentatives d'ingérence. La Russie tente régulièrement de semer le tourment dans les élections démocratiques. Son but est de nous diviser. Ce ne sont pas toujours les Russes qui envoient de fausses informations, mais il leur arrive de souffler sur les braises, avec des bots malveillants (des logiciels opérant de manière autonome et automatique, Ndlr) qui vont amplifier un certain nombre d'informations en les « likant » en masse pour la rendre crédible. Généralement, ils font remonter des informations venant de l'extrême droite. Tout est très documenté et traçable numériquement.

Comment un pays peut-il se prémunir contre cela ?

En marchant main dans la main avec les réseaux sociaux. Les grands opérateurs du Net doivent accepter de communiquer toutes les informations quand ils détectent des traces d'activité suspectes qui sont de nature à menacer la sincérité d'un scrutin.

Quelles sont la mission et la méthodologie de la commission que vous présidez ?

Elle travaille sur les perturbations de la vie démocratique par le numérique. Nous consultons des chercheurs et nous auditionnons tout un ensemble d'acteurs des réseaux sociaux, des grands médias et des donneurs d'alerte. Et nous ferons des recommandations, probablement au début du mois de janvier.

PROPOS RECUEILLIS PAR GRÉGORY PARIGI gparigi@nicematin.fr